

## Édito

### Le temps du doute

Il avait pourtant été confectionné comme de la dentelle ce troisième confinement. Ces fines boucles devaient enserrer les moindres pans de la réalité : tenir compte du changement d'heure, de la nécessité de faire du sport ou de se faire couper les cheveux... Pourtant ce bel ouvrage administratif ne convainc pas. Les tenants du « zéro Covid » le trouvent pusillanime à un moment où, il est vrai, la situation se détériore sur le front sanitaire. D'autres ont pu ironiser devant une telle usine à gaz, qu'a symbolisée, quelques heures seulement, une auto-attestation de déplacement de deux pages.

Comment ne pas perdre courage avec une expérience si longue ? Il ne s'agit pas d'une guerre au sens strict, évidemment, et convoquer des valeurs martiales n'y changera sûrement pas grand-chose. Mais la tournure que prennent les événements donne à penser que cela sera l'affaire de nombreux mois encore, l'épreuve d'une génération même, qui marquera les itinéraires individuels et la mémoire collective – comme une guerre, donc. Durant ces longs mois, notre rapport au temps est comme questionné et notre patience sursollicitée.

Durant l'Antiquité, on pensait que le pire était devant nous : l'âge de fer succéderait irrémédiablement à l'âge d'airain. Il n'y avait d'agréable que ce que l'on quittait et le pire était toujours sûr. Mais, ici, c'est une autre perception du temps qui nous accable : celle d'un cercle où tout semble se répéter, avec quelques variations, au gré des décisions administratives. Ce sentiment est d'autant plus fort qu'il y a à peine plus d'un an nous plongeions collectivement dans un premier grand enfermement. Cependant, cette fois, nous savons bien que les vaccins dessinent une libération – on le voit aux États-Unis ou en Israël – et que le retour à une forme de normalité est possible.

Alors, il ne faut sûrement pas perdre espoir, et particulièrement pour les chrétiens, à l'heure où la semaine de Pâques va s'ouvrir. Mais il ne faut pas négliger l'épreuve des trois jours entre la mort et la résurrection, ce moment de jointure, où les angoisses sont palpables alors que nous ne sommes encore sûrs de rien. Durant ce temps du doute, nous devons rester solidaires les uns des autres car c'est à ce prix que nous maintiendrons un horizon ouvert et la possibilité d'une espérance.

ANTHONY FAVIER

## Birmanie : quel dénouement ?

La Birmanie, État d'Asie du Sud-Est, retient l'attention depuis plusieurs semaines en raison de fortes tensions politiques. Cette contestation sociale d'une ampleur inédite a-t-elle vraiment le pouvoir de faire vaciller la junte militaire qui conteste à Aung San Suu Kyi et à son parti le droit de mener un processus de démocratisation ? Entretien avec Barthélemy Courmont, directeur de recherche à l'Institut de relations internationales et stratégiques.

### Depuis le coup d'État du 1<sup>er</sup> février, quelle est l'intensité de la répression ?

La répression est forte, marquée par une grande violence, des arrestations par milliers, la torture d'opposants. Policiers et soldats tirent à balles réelles, plus de deux cents manifestants ont été tués. Malgré cela, la junte ne parvient pas à juguler les protestations. En parallèle, un vaste mouvement de désobéissance civile paralyse le pays. L'administration birmane est en grève depuis plus d'un mois.

### Qui, dans ce conflit, peut incarner l'opposition : Aung San Suu Kyi, malgré la crise des Rohingyas ? D'autres partis ? Les moines bouddhistes ?

Arrêtée dès le premier jour, Aung San Suu Kyi est privée de tout lien avec les manifestants. Son parti est ultra-dominant, il a remporté 83 % des suffrages en novembre. Mais, pour les Birmans, quoique symboliquement à la tête de ce mouvement, elle ne le contrôle absolument pas. Elle subit en ce moment une tentative de délégitimation de la part des militaires : elle n'aurait pas respecté les mesures sanitaires, elle serait corrompue... L'incapacité d'Aung San Suu Kyi à régler la crise des Rohingyas est réelle, mais on n'a pas de preuves qu'elle ait elle-même orchestré les massacres.

À ses côtés cohabitent de petits partis représentant les minorités, dans lesquels un tiers de la population birmane se reconnaît. Ces différents partis se sont joints aux manifestations. Certains pratiquent la lutte armée, notamment les Karens et les Shans. Ils disposent de stocks d'armes et sont désormais prêts à les utiliser contre le pouvoir militaire. Donc, il y a une espèce de rassemblement, pas totalement pacifiste dans ses composantes, mais en tout cas antijunte.

Les autorités bouddhistes n'ont pas encore de position claire. Une partie du clergé soutient les manifestants. L'autre, très conservatrice et xénophobe, se range derrière les militaires, notamment pour y trouver des gains financiers. Ce n'est pas un hasard si la junte a rouvert les lieux de culte emblématiques, sources de ren-

trées d'argent considérables. Donc, les militaires bénéficient de ce côté-là d'un soutien au moins partiel.

### Peut-on espérer un dénouement pacifique vers la démocratie ?

Cela reste possible et j'y crois. Malheureusement, on risque de passer par des périodes très conflictuelles, parce que l'armée ne va pas lâcher du lest aussi facilement. Mais les lignes commencent à bouger. Le clergé bouddhiste pro-junte va être assez rapidement minoritaire. En 2007, les moines avaient déjà pris fait et cause pour la démocratie et joué un rôle décisif dans la fin du régime.

L'autre caractère essentiel, c'est la position des pays voisins. Au sein de l'Asean [Association des nations de l'Asie du Sud-Est], l'Indonésie a invité le pouvoir birman à accepter les protestations. Et puis, la Chine a réagi aux scènes de saccage de ses usines à Rangoon. Le ministre des Affaires étrangères chinois, Wang Yi, a proposé la médiation de son pays. Dès lors qu'on est médiateur, cela veut dire qu'on ne soutient pas inconditionnellement un côté contre l'autre. On mesure l'influence et l'importance qu'aura Pékin dans la suite des événements.

Soit la junte arrive progressivement à calmer les manifestants et à imposer un régime hybride à la chinoise sur certaines libertés individuelles, soit la détermination, notamment celle des jeunes Birmans l'emporte. Mais démanteler la junte birmane suppose une modification de la Constitution, qui octroie d'office 25 % des sièges parlementaires aux militaires. Aung San Suu Kyi et son parti voulaient organiser un référendum pour mettre fin à leurs privilèges. C'est pour cette raison que les militaires ont joué leur va-tout avec ce coup d'État. Ce qui est réjouissant, c'est la détermination des manifestants. Ça fait sept semaines maintenant que la mobilisation s'intensifie. On aurait pu craindre qu'après les scènes de violence la terreur s'installe. Or, il n'en est rien.

Propos recueillis par  
GUILLAUME DE MORANT.